

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3152

11 décembre 2013

SOMMAIRE

1A Gérances S.à r.l.	151257	Col REO Victoria Office A S.à r.l.	151250
Adamra Investments S. à r.l.	151290	Comptoir d'Import et d'Export Luxem- bourgeois S.A.	151288
Advanced Supplies Investments S.A.	151291	Convictio Fund	151293
Agrindus S.A.	151288	Deltalux-Business S.à r.l.	151291
AIMCo Leadenhall Holdings S.à r.l.	151286	Hantong Europe S.à r.l.	151294
AIMCo Re Holdings (Luxembourg) III S.à r.l.	151287	Hays Capital S.à. r.l.	151271
AIMCo RE Holdings (Luxembourg) II S.à r.l.	151290	Homac Aviation S.A.	151295
AIMCo RE Holdings (Luxembourg) I Sàrl	151285	HRE Investment Holdings FSO S.à r.l. ..	151272
AIMCo RE Holdings (Luxembourg) IV S.à r.l.	151286	HSBC Amanah Funds	151272
Akapi S.A.	151285	HSBC International Select Fund	151294
Alaskan Luxembourg S.C.A.	151290	IK Investment Partners VII A S.à r.l.	151293
Alinea S.A.	151288	Inception Holdings S.à r.l.	151295
Alphonse Feidt Participations S.A.	151284	Iskandia Holdings S.C.A.	151281
Ambassur S.à r.l.	151287	Majestic Ventures S.à r.l.	151296
Amer-Sil S.A.	151290	Multi Manager Access II	151273
Amsit	151291	Ô Comme 3 Pommes S.à r.l.	151257
Antemeta Luxembourg	151285	Parkway International S.à r.l.	151294
Artland S.A.	151292	Pilux S.A.	151289
Asco Holding S.A.	151286	Provençale Immobilière & Cie	151284
A.S.T. (Europe) S.A.	151289	Provençale S.à r.l.	151283
Atlas Superyachts S.A.	151284	Purple Investments S.à r.l.	151281
Auchan International S.A.	151287	QS GEO PEP II SCA SICAR	151282
Auto-Moto-Ecole Bel'Air S.à r.l.	151287	Quimicum S.à r.l.	151282
Autòs Properties S.A.	151292	Quintus Holdings S.A.	151283
Azimuth International S.à r.l.	151292	Rasmus S.à r.l.	151282
Banque Internationale à Luxembourg ...	151292	Real Fun Holding S.A.	151283
Beach Group S.à r.l.	151258	Rent Me S.A.	151272
CHAUFFAGE SANITAIRE L. Mastrangelo S.à r.l.	151285	Restaurant La Belle Africaine	151283
Clouse S.A.	151286	Richemont International Holding S.A. ..	151284
		Vacoas Investments S.à r.l. slf / S.C.A. ..	151258
		Voyages Koob S.A.	151257
		ZAI Capital Group S.A.	151289

Col REO Victoria Office A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 181.279.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-deux octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Col Hunt Holdco A Limited, une Limited Company, constituée sous la loi du GRAND CAYMAN, ayant son siège social à Ugland House - PO Box 309 - KY1-1104 GRAND CAYMAN, immatriculée au Registre des Sociétés des Iles Cayman sous le numéro MC-259474, ici représentée par Madame Sara LECOMTE, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée en date du 18 octobre 2013.

Ladite procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts ainsi qu'il suit:

Titre I^{er} - Dénomination, Siège, Objet, Durée**1. Forme - Dénomination.**

1.1 Il est constitué une société luxembourgeoise sous la forme d'une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures (ci-après dénommée la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après dénommés les «Statuts»).

1.2 La Société aura pour dénomination «Col REO Victoria Office A S.à r.l.» (la «Société»).

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés (définis à l'article 5) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant (défini à l'article 8) est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège social, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant.

3. Objet.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes autres entités luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle peut en particulier participer à la création, au développement et au contrôle de toute société ou entreprise et acquérir, par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits, les mettre en valeur, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.2 La Société pourra en outre effectuer directement des investissements immobiliers et à ce titre, acquérir, louer, et vendre des biens immobiliers de toute nature.

3.3 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations ou autres instruments de dettes (non convertibles), délivrer toutes garanties pour couvrir ses obligations et accorder à ses filiales, sociétés affiliés ou toute autre entité ou personne liée à la Société par un intérêt commun ou encore à toutes personnes ou entités qui seraient associées directes ou indirectes de la Société, tous concours, prêts, avances ou garanties. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.4 La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.5 La Société pourra aussi réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers et, en général, toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital, Parts

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille six cents Euros (12.600,- €) représenté par douze mille six cents (12.600) parts sociales (ci-après dénommées les «Parts Sociales» ou, chacune, une «Part Sociale»). Chaque Part Sociale a une valeur nominale d'un Euro (1,- €). Le(s) détenteur(s) de Parts Sociales est/sont défini(s) ci-après comme le(s) «Associé(s)».

5.2 En sus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Parts Sociales que la Société pourrait racheter à son/ses Associé(s) ou pour allouer des fonds à la réserve légale.

5.3 Toutes les Parts Sociales ont des droits égaux.

5.4 La Société pourra procéder au rachat de parts sociales de son propre capital sous les conditions suivantes et dans la mesure où des fonds ou des réserves distribuables seraient suffisants et disponibles:

Un tel rachat ne pourra intervenir qu'en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 14.2 des statuts.

Durant toute la période de détention par la Société des parts sociales rachetées, tous les droits attachés à celles-ci (droits de vote, de participation à la distribution des dividendes, etc) seront suspendus.

6. Registre des parts - Indivisibilité.

6.1 Toutes les Parts Sociales seront enregistrées dans un registre des Associés qui sera tenu par la Société à son siège social.

6.2 La Société considérera la personne dont le nom figurera au registre des Associés comme le propriétaire des Parts Sociales.

6.3 Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par un des Associés sont librement transmissibles à un autre Associé.

7.3 En cas de cession à un non-Associé, les Parts Sociales détenues par chaque Associé pourront être cédées conformément aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

7.4 Chaque Associé s'engage en outre à ne pas céder, mettre en gage ou conférer des garanties sur les Parts Sociales qu'il détient sans l'accord écrit préalable du Gérant.

Titre IV. - Gérance

8. Gérance.

8.1 Le Gérant peut être révoqué à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des Associés titulaires de la majorité des droits de votes.

9. Pouvoirs du Gérant. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes d'administration et de disposition ainsi que toutes opérations conformes à l'objet social de la Société.

10. Représentation de la Société. La Société est valablement engagée par la seule signature de son Gérant ou par la signature de toute personne à laquelle ce pouvoir aura été délégué par le Gérant.

11. Délégation et mandataires du Gérant.

11.1 Le Gérant peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant détermine, le cas échéant, les responsabilités et la rémunération de tout mandataire, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

12. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés - Votes.

12.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés au Gérant par la loi ou les Statuts seront de la compétence de l'assemblée générale des Associés.

12.2 En particulier, l'assemblée générale des Associés est compétente pour modifier les Statuts, changer la nationalité de la Société et augmenter les engagements de ses Associés.

12.3 Chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de Parts Sociales qu'il détient et est autorisé à se faire représenter lors d'une assemblée générale par une autre personne, pour autant que cette

dernière, Actionnaire ou non, soit en possession d'une procuration écrite sous forme d'un télégramme, d'un télex, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre.

12.4 Chaque Associé possède des droits de vote en proportion avec le nombre de Parts Sociales qu'il détient.

12.5 Lorsqu'un Associé détient toutes les Parts Sociales, il exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et ses décisions sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

13. Tenue d'assemblées générales.

13.1 Des assemblées générales pourront toujours être convoquées par le Gérant.

13.2 Lorsque la Société aura plus de vingt-cinq Associés, il devra être tenu, chaque année, une assemblée générale le dernier vendredi du mois de juin de chaque année.

13.3 Quel que soit le nombre d'Associés, le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation de l'Associé (ou des Associés). L'Associé (ou les Associés) se prononcera (ou se prononceront) également par un vote spécial sur la décharge à donner au Gérant.

14. Majorités.

14.1 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation écrite, les Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

14.2 Les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptées que conformément aux dispositions de la Loi et par une majorité d'Associés représentant les trois quarts du capital social de la Société.

14.3 Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et conformément à toute autre disposition légale.

Titre V. - Exercice social - Droit de distribution sur les parts

15. Exercice social.

15.1 L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

15.2 A la fin de chaque exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant. Le Gérant prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

15.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

16. Droit de distribution sur les parts.

16.1 Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des amortissements et des autres charges, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

16.2 Cinq pour cent (5%) du bénéfice annuel net de la Société ainsi déterminé seront obligatoirement prélevés et alloués à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société mentionné à l'article 5 des Statuts ou, le cas échéant, tel qu'il sera augmenté ou réduit.

16.3 Dans la mesure où des fonds sont disponibles au niveau de la Société aux fins de distribution et dans la mesure où la loi et les Statuts le permettent, le Gérant pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

16.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer leur montant seront pris par l'assemblée générale des Associés.

16.5 Des acomptes sur dividendes pourront être versés sur décision du Gérant à condition:

16.5.1 qu'un état comptable intermédiaire soit établi et que ce dernier fasse apparaître que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants; et

16.5.2 que le montant à distribuer n'excède pas le montant des résultats réalisés depuis le fin du dernier exercice social dont les comptes ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes portées en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Titre VI. - Liquidation

17. Causes de dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

18. Liquidation.

18.1 La liquidation de la Société ne peut être décidée que par la majorité des Associés représentant les trois quarts du capital social de la Société.

18.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui termineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VII. - Loi applicable

19. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une stipulation spécifique dans les Statuts il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

Col Hunt Holdco A Limited	12.600 Parts sociales
Total: douze mille six cents Parts Sociales	12.600 Parts sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par un versement en numéraire de sorte que la somme de douze mille six cents Euros (12.600,- €) correspondant à un capital de douze mille six cents Euros (12.600,- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris la résolution suivante:

1) Est nommée aux fonctions de Gérant pour une période indéterminée: Colony Luxembourg S.à r.l. société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 88.540.

Conformément à l'article 10 des Statuts, la Société se trouvera valablement engagée par la seule signature de son Gérant ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué par le Gérant.

2) Le siège social de la Société est établi au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue française, suivi d'une version anglaise. En cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and thirteen, on the twenty second of October.

Before Maître Joseph Elvinger, Civil Law Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

COL HUNT HOLDCO A LIMITED, a limited company, organised under the laws of GRAND CAYMAN, whose registered office is at Ugland House KY-KY1-1104 GRAND CAYMAN and registered with the Registrar of companies under number MC-259474 represented by Mrs. Sara LECOMTE, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 18 October 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée):

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

1. Form - Corporate Name.

1.1 There is hereby formed a Luxembourg company under the form of a "Société à responsabilité limitée" which shall be governed by the law of August 10, 1915 on Commercial Companies and amendments thereto (the "Law") and by the present articles (the "Articles").

1.2 The Company will exist under the corporate name of "Col REO Victoria Office A S.à r.l." (the "Company").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders (as defined in article 5) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Manager (as defined in article 8) is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the Manager of the Company.

3. Object.

3.1 The corporate object of the Company is the acquisition of interests in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities as well as the administration, the management, the control and the development of such interests. In particular, the Company may participate in the creation, development and control of any company or enterprise and acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option or in any other way, any securities and rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

3.2 Furthermore, the Company may make real estate investments whether directly or indirectly, and in that respect, purchase, rent out and sell real estate of any kind.

3.3 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, or other debt instruments (not convertible), give guarantees in order to secure its obligations and grant to its subsidiaries, affiliated companies or any other entity or person bound to the Company by a common interest, or to any person or entity being a direct or indirect shareholder of the Company, any assistance, loans, advances or guarantees. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.4 The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.5 The Company may also perform all legal, commercial, technical and financial transactions, any transactions in respect of real estate or moveable property, and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object.

4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter III. - Capital, Shares

5. Share capital.

5.1 The share capital is fixed at twelve thousand six hundred Euro (€ 12,600.-) represented by twelve thousand six hundred (12,600) shares (hereafter referred to as the "Shares" and each as a "Share"). Each Share has a nominal value of one Euro (€ 1.-). The holder(s) of the Shares is/are together referred to as the "Shareholder(s)".

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share shall be transferred. The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may redeem from its/their Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate to the legal reserve.

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company shall have the power to acquire shares in its own capital under the following conditions and only to the extent that funds (or free reserve) are sufficient and available.

Such redemption shall be carried out by a resolution of the general meeting of the shareholders which fulfils the conditions as to attendance and majority laid down in Article 14.2 of the Articles. During the time that the redeemed shares are held by the Company, all the rights attached to them (voting rights, participation in distribution of dividends, etc..) will be suspended."

6. Registration of Shares - Indivisibility.

6.1 All the Shares shall be registered in a Shareholders' register to be maintained by the Company at the registered office of the Company.

6.2 The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares.

6.3 Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7. Transfer of Shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by one of the Shareholders are freely transferable to another Shareholder.

7.3 In case of transfer to a non-Shareholder, the Shares held by each Shareholder may be transferred in compliance with the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

7.4 Any transfer of Shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with article 190 of the Law.

Chapter IV. - Management

8. Management.

8.1 The Company is managed by one manager (hereafter referred to as the "Manager"). The Manager needs not to be Shareholder.

8.2 The Manager may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of Shareholders holding a majority of voting rights.

9. Power of the manager. In dealing with third parties, the Manager will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration (actes d'administration) and disposition acts (actes de disposition) as well as all operations consistent with the Company's object.

10. Representation of the Company. The Company shall validly be bound by the sole signature of its Manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Manager.

11. Delegation and agent of the managers.

11.1 The Manager may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Chapter V. - General meeting of Shareholders

12. Powers of the general meeting of Shareholders - Votes.

12.1 All powers not expressly reserved to the Manager by law or by the Articles fall within the competence of the general meeting of Shareholders.

12.2 In particular, the general meeting of the Shareholders is competent to amend the Articles, to change the nationality of the Company and to increase the commitments of its Shareholders.

12.3 Each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares he owns and may act at any general meeting by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

12.4 Each Shareholder has voting rights commensurate with the number of Shares he holds.

12.5 In case of one Shareholder owning all the Shares, he will assume all powers conferred to the general Shareholders' meeting and its decisions are recorded in minutes or drawn-up in writing.

13. Holding of General meetings.

13.1 Shareholders meetings may always be convened by the Manager.

13.2 Should the Company have more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year on the last Friday of June of each year

13.3 Whatever the number of Shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the Shareholder(s) for approval. The Shareholder(s) shall also specifically vote as to whether discharge is to be given to the Manager.

14. Majorities.

14.1 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the Share capital adopt them. If that quorum is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

14.2 Resolutions to alter the Articles may only be adopted in accordance with any provisions of the Law and by the majority of the Shareholders representing three-quarters of the Company's Share capital.

14.3 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Chapter V. - Business year - Distribution right of shares

15. Business year.

15.1 The Company's financial year starts on the first day of January and ends on the thirty-first of December of each year.

15.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Manager. The Manager prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

15.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

16. Distribution right on shares.

16.1 The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, depreciations and other charges, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

16.2 From the annual net profits of the Company thus determined, five percent (5%) shall compulsorily be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten percent (10%) of the subscribed share capital of the Company as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time.

16.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Manager shall propose that cash available for remittance be distributed.

16.4 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the Shareholders.

16.5 Interim dividends may be paid out upon decision of the Manager provided that:

16.5.1 interim accounts have been drawn-up and show that the funds available for distribution are sufficient; and

16.5.2 the amount to be distributed does not exceed the total profits realised since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by any profits carried forward and sums drawn from reserves available for distribution and reduced by losses carried forward and any sums to be allocated to any reserve pursuant to the law or the Articles.

Chapter VI. - Liquidation

17. Causes of dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

18. Liquidation.

18.1 The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the Shareholders representing three-quarters of the Company's share capital.

18.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law

19. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the 31 December 2014.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Shares:

COL HUNT HOLDCO A LIMITED	12 600 Shares
Total: twelve thousand six hundred Shares	12 600 Shares

Il these Shares have been fully paid up in cash, so that the sum of twelve thousand six hundred Euro (€ 12,600.-) corresponding to a share capital of twelve thousand six hundred Euros (€ 12,600.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolution:

1) Is appointed as Manager for an undetermined period: Colony Luxembourg, S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 88.540.

In accordance with article 10 of the by-laws, the Company shall validly be bound by the sole signature of its Sole Manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Manager.

2) The Company shall have its registered office at 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in French, followed by a English version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the French and the English text, the French version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, he signed together with the notary the present deed.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 octobre 2013. Relation: LAC/2013/48382. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Référence de publication: 2013152468/398.

(130187156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Ô Comme 3 Pommes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4987 Sanem, 7, Quartier de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 165.402.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013157657/10.

(130192910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2013.

1A Gérances S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4437 Soleuvre, 16, rue de Differdange.

R.C.S. Luxembourg B 69.229.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ACA – Atelier Comptable & Administratif S.A.

Signature

Référence de publication: 2013157658/12.

(130193270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2013.

Voyages Koob S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9099 Ingeldorf, 55, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 96.204.

Depuis le 17.03.2004, le siège social de la société Voyages KOOB Sa se trouve à l'adresse:

55 Zone Industrielle

L-9099 Ingeldorf

Roland SIMON

Gérant

Référence de publication: 2013157669/12.

(130192478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2013.

**Beach Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Vacoas Investments S.à r.l. slf / S.C.A.).**

Capital social: USD 739.528.326,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 175.375.

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh day of October,

before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the partners of Vacoas Investments S.à r.l. slf / S.C.A., a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), having its statutory seat in Iceland and its principal office, establishment and central administration at 56, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 175.375, established by and between its partners in Iceland under Icelandic law, having migrated its principal office, establishment and central administration to Luxembourg pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette dated January 7, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 817, p. 39191, on April 6, 2013, and having a share capital amounting to USD 739,528,326.- (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since.

The Meeting is chaired by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, professionally residing in Esch/Alzette.

The Chairman appoints as Secretary Mrs Sophie HENRYON, private employee, professionally residing in Esch/Alzette.

The Meeting elects as Scrutineer Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, professionally residing in Esch/Alzette, (the Chairman, the Secretary and the Scrutineer constituting the Bureau of the Meeting).

The Bureau having thus been formed, the Chairman declares and requests the undersigned notary to record the following:

I.- The partners represented at the Meeting and the number of shares they hold is indicated on an attendance list signed by the proxyholders of the partners represented, the members of the Bureau and the undersigned notary; the said attendance list as well as the proxies from the partners represented at the present Meeting will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

II.- The entire corporate capital of the Company is represented at the Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda, prior convening notices being waived in writing by all the partners represented.

III.- The agenda of the present Meeting is the following:

1. Waiver of the convening notices;

2. Acknowledgment of (i) the successful de registration of the Company in Iceland; of (ii) the fact that the Company is no longer a Icelandic company; and of (iii) the fact that the Company has as per the present notarial deed its principal office, establishment and central administration and its registered office in the Grand Duchy of Luxembourg;

3. Change of the Company's legal form from a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée);

4. Change of the Company's name into "Beach Group S.à r.l.";

5. Amendment of the purpose of the Company which shall henceforth be as follows:

"The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the

avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

6. Setting of the share capital of the Company to seven hundred thirty-nine million five hundred and twenty-eight thousand three hundred twenty-six United States Dollars (USD 739,528,326) represented by seven hundred thirty-nine million five hundred and twenty-eight thousand three hundred twenty-six (739,528,326) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each;

7. Full restatement of the Articles of the Company to reflect the resolutions passed under items 2 to 6 above;

8. Record of the shareholding of the Company so as to reflect the changes under item 6 above;

9. Acknowledgment of the resignation of the general partner of the Company and granting of full and complete discharge for the exercise of its mandate;

10. Acknowledgment of the resignation of all members of the supervisory board of the Company;

11. Appointment of Thomas B. Youth and Jefferson R. Voss as class A managers and of Laure Paklos and Noel McCormack as class B managers of the Company;

12. Amendment of the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any lawyer or employee of Maitland Luxembourg S.A. to proceed on behalf of the Company to the amendment of the Company's shares register; and

13. Miscellaneous.

These facts having been exposed and recognized as true by the Meeting, the Meeting, duly represented, unanimously resolves on the following:

First resolution

The entirety of the corporate partnership limited by shares capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the partners represented considering themselves as duly convened.

Second resolution

The Meeting resolves to acknowledge (i) the successful de registration of the Company in Iceland; (ii) that the Company is no longer a Icelandic company; and (iii) that the Company is as per the present notarial deed solely a Luxembourg Company and has its principal office, establishment and central administration and its registered office in the Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The Meeting resolves to change the form of the Company from a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée), such resolution to become effective immediately after the passing of the present notarial deed.

Fourth resolution

The Meeting resolves to change the name of the Company into "Beach Group S.à r.l.".

Fifth resolution

The Meeting resolves to change the purpose of the Company which shall henceforth be as follows:

"The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Sixth resolution

The Meeting resolves to change the Company's share capital structure which shall henceforth be as follows:

The share capital set at seven hundred thirty-nine million five hundred and twenty-eight thousand three hundred twenty-six United States Dollars (USD 739,528,326) represented by seven hundred thirty-nine million five hundred and twenty-eight thousand three hundred twenty-six (739,528,326) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each.

Seventh resolution

In order to reflect the resolutions taken above, the Meeting resolves to amend and completely restate the Company's Articles which shall henceforth read as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Beach Group S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital set at seven hundred thirty-nine million five hundred and twenty-eight thousand three hundred twenty-six United States Dollars (USD 739,528,326) represented by seven hundred thirty-nine million five hundred and

twenty-eight thousand three hundred twenty-six (739,528,326) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management – Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders' Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

151264

Eighth resolution

The Meeting resolves to record that the shareholding in the Company is, further to the conversion of the Company into private limited liability company as follows:

- Vacoas Investments S.à r.l.	300 shares
- Nichols Group Ltd.	739,528,026 shares
Total	739,528,326 shares

Ninth resolution

The Meeting resolves to acknowledge the resignation of the general partner of the Company, Vacoas Investments S.a r.l., with immediate effect and to grant full and complete discharge for the exercise of its mandate.

Tenth resolution

The Meeting resolves to acknowledge the resignation of the members of the supervisory board of the Company with immediate effect and to grant full and complete discharge for the exercise of their mandates.

Eleventh resolution

The Meeting resolves to appoint as of the date hereof, for an unlimited period of time, the following persons as managers of the Company:

Class A managers:

- Jefferson R. Voss, an accountant, born on November 2, 1962, in Florida, the United States of America and with professional address at 9350 Conroy Windermere Road, Windermere, Florida 34786, U.S.A.; and
- Thomas B. Youth, an attorney, born on February 17, 1964, in Hawaii, the United States of America and with professional address at 9350 Conroy Windermere Road, Windermere, Florida 34786, U.S.A..

Class B managers:

- Laure Paklos, born on November 7, 1976, in Metz, France, having her professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg; and
- Noel McCormack, born on December 12, 1952, in Dublin, Ireland, having his professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

All together they shall constitute the board of managers of the Company.

Twelfth resolution

The Meeting resolves to amend the corporate shares register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any lawyer or employee of Maitland Luxembourg S.A. to proceed on behalf of the Company to the amendment of the Company' shares register.

Statement

The conversion (transformation) of the Company from a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) to a private limited liability company (société à responsabilité limitée) is not subject to capital duty under the terms of art. 4 a) of the law dated December 29, 1971.

Transitional provision

The Company's first financial year which began on January 7, 2013 shall end on the thirty-first (31) of December 2013.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand euro (EUR 7.000,-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English text and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, the said proxyholders signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le onzième jour d'octobre, par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Vacoas Investments S.à r.l. sif / S.C.A., une société en commandite par actions, dont le siège social est établi en Islande et le bureau principal, établissement et administration centrale au 56, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.375, établie en Islande par et entre ses actionnaires en vertu de la loi islandaise, ayant migré son bureau principal, établissement et administration centrale à Luxembourg suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette daté du 7 janvier 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 817, p. 39191, le 6 avril 2013, et disposant d'un capital social de USD 739,528,326.- (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis.

L'Assemblée est présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, de résidence professionnelle à Esch/Alzette.

Le Président nomme en tant que Secrétaire Madame Sophie HENRYON, de résidence professionnelle à Luxembourg.

L'Assemblée élit en tant que Scrutateur Madame Claudia ROUCKERT, de résidence professionnelle à Luxembourg, (le Président, le Secrétaire et le Scrutateur constituant le Bureau de l'Assemblée).

Le Bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les actionnaires représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent est indiqué sur une liste de présence signée par les mandataires des actionnaires représentés, les membres du Bureau et le notaire instrumentant; ladite liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés à la présente Assemblée resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

II. La totalité du capital social de la Société est représenté à l'Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut statuer valablement sur tous les points de l'ordre du jour, avant que les actionnaires représentés ne renoncent par écrit aux formalités de convocation.

III. L'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Prise d'acte (i) de la radiation réussie de la Société en Islande; (ii) du fait que la Société n'est plus une société islandaise; et (iii) du fait que la Société a par le présent acte notarié son bureau principal, établissement et administration centrale et son siège social au Grand-Duché de Luxembourg;
3. Modification de la forme juridique de la Société d'une société en commandite par actions en une société à responsabilité limitée;
4. Modification de la dénomination de la Société en "Beach Group S.à r.l.";
5. Modification de l'objet social de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

"L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques, moyens et instruments juridiques nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

6. Fixation du capital social de la Société à sept cent trente-neuf millions cinq cent vingt-huit mille trois cent vingt-six dollars américains (USD 739.528.326) représenté par sept cent trente-neuf millions cinq cent vingt-huit mille trois cent vingt-six (USD 739.528.326) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune;

7. Refonte complète des Statuts de la Société afin d'y refléter les résolutions adoptées sous les points 2 à 6 ci-dessus;

8. Enregistrement de l'actionnariat de la Société de manière à refléter les changements sous le point 6 ci-dessus;

9. Prise d'acte de la démission de l'actionnaire commandité de la Société et octroi d'une pleine et entière décharge pour l'exercice de son mandat;

10. Prise d'acte de la démission de tous les membres du conseil de surveillance de la Société;

11. Nomination de Thomas B. Youth et Jefferson R. Voss en qualité de gérants de classe A et de Laure Paklos et Noel McCormack en qualité de gérants de classe B de la Société;

12. Modification du registre des associés de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout avocat ou employé de Maitland Luxembourg S.A. de procéder pour le compte de la Société à la modification du registre des associés de la Société; et

13. Divers.

Ces faits ayant été exposés et reconnus comme exacts par l'Assemblée, l'Assemblée, dûment représentée, décide à l'unanimité de ce qui suit:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la société en commandite par actions étant représenté à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les actionnaires représentés se considérant comme dûment convoqués.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de prendre acte (i) de la radiation réussie de la Société en Islande; (ii) du fait que la Société n'est plus une société islandaise; et (iii) du fait que la Société est par le présent acte notarié uniquement une société luxembourgeoise et que son bureau principal, établissement et administration centrale et son siège social sont au Grand-Duché de Luxembourg.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier la forme juridique de la Société d'une société en commandite par actions en une société à responsabilité limitée, cette décision prenant effet immédiatement après la passation du présent acte notarié.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier la dénomination de la Société en "Beach Group S.à r.lf;

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'objet social de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

"L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques, moyens et instruments juridiques nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier la structure du capital social de la Société qui sera désormais la suivante:

Le capital social est fixé à sept cent trente-neuf millions cinq cent vingt-huit mille trois cent vingt-six dollars américains (USD 739.528.326) représenté par sept cent trente-neuf millions cinq cent vingt-huit mille trois cent vingt-six (USD 739.528.326) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune.

Septième résolution

Afin de refléter les résolutions adoptées ci-dessus, l'Assemblée décide de modifier et de totalement refondre les Statuts de la Société qui auront désormais la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Beach Group S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques, moyens et instruments juridiques nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à sept cent trente-neuf millions cinq cent vingt-huit mille trois cent vingt-six dollars américains (USD 739.528.326) représenté par sept cent trente-neuf millions cinq cent vingt-huit mille trois cent vingt-six (USD 739.528.326) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion – Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de deux différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à la condition que si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B vote en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de un dixième (1/10) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de pertes et profits, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes de ses gérants et associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

Art. 14. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions Générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Huitième résolution

L'Assemblée décide d'enregistrer que la participation dans la Société, par suite de la conversion de la Société en une société à responsabilité limitée, est la suivante:

- Vacoas Investments S.à r.l.	300 parts sociales
- Nichols Group Ltd.	739.528.026 parts sociales
Total	739.528.326 parts sociales

151271

Neuvième résolution

L'Assemblée décide de prendre acte de la démission de l'actionnaire commandité de la Société, Vacoas Investments S.à r.l., avec effet immédiat et de lui accorder pleine et entière décharge pour l'exercice de son mandat.

Dixième résolution

L'Assemblée décide de prendre acte de la démission des membres du conseil de surveillance de la Société avec effet immédiat et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exercice de leurs mandats.

Onzième résolution

L'Assemblée décide de nommer à la date des présentes, pour une durée indéterminée, les personnes suivantes en qualité de gérants de la Société:

Gérants de classe A:

- Jefferson R. Voss, comptable, né le 2 novembre 1962, en Florida, Etats-Unis d'Amérique et ayant son adresse professionnelle au 9350 Conroy Windermere Road, Windermere, Floride 34786, U.S.A.; et
- Thomas B. Youth, avocat, né le 17 février 1964, à Hawaii, Etats-Unis d'Amérique et ayant son adresse professionnelle au 9350 Conroy Windermere Road, Windermere, Floride 34786, U.S.A..

Gérants de classe B:

- Laure Paklos, né le 7 novembre 1976, à Metz, France, ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg; et
- Noel McCormack, né le 12 décembre 1952, à Dublin, Irlande, ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Ils constituent ensemble le conseil de gérance de la Société.

Douzième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout avocat ou employé de Maitland Luxembourg S.A. de procéder pour le compte de la Société à la modification du registre des associés de la Société.

Déclaration

La conversion (transformation) de la Société d'une société en commandite par actions en une société à responsabilité limitée n'est pas soumise au droit d'apport, conformément aux termes de l'art. 4 a) de la loi du 29 décembre 1971.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social de la Société qui a débuté le 7 janvier 2013 prendra fin le trente et un (31) décembre 2013.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges sous quelque forme que ce soit qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaut.

Dont acte fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu aux mandataires des parties comparantes, lesdits mandataires ont signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: Conde, Henryon, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13589. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154458/740.

(130188832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

Hays Capital S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 164.389.

Lors de l'assemblée générale des associés datée du 31 octobre 2013 il a été décidé:

151272

- d'accepter, avec effet immédiat, la démission de Madame Marina Padalino, gérant;
- de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, Monsieur Emmanuel Briganti, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L -2346Luxembourg en tant que gérant..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HAYS Capital SÀRL

Société à responsabilité limitée

Signatures

Référence de publication: 2013157948/16.

(130193713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

HSBC Amanah Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avanches.

R.C.S. Luxembourg B 74.964.

—
EXTRAIT

Les administrateurs de HSBC Amanah Funds ont décidé à l'unanimité lors du Conseil d'Administration du 20 septembre 2013:

- d'accepter la démission de Monsieur Edgar Ng (demeurant en Chine, Queen's Road Central 1, Hong-Kong) comme Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 19 septembre 2013,
- d'accepter la démission de Monsieur Thies Clemenz (demeurant en Arménie, 66 Teryan Street, 0009 Yerevan) comme Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 19 septembre 2013,
- de co-opter Monsieur Jean de Courrèges (demeurant au Luxembourg, 6B route de Trèves, 2633 Luxembourg) comme Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 20 septembre 2013 en remplacement de Monsieur Edgar Ng, et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2014,
- de co-opter Monsieur John Li (demeurant au Luxembourg, 19 rue Bitburg, 1273 Luxembourg) comme Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 20 septembre 2013 en remplacement de Monsieur Thies Clemenz, et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour HSBC Amanah Funds

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013157977/23.

(130193115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

HRE Investment Holdings FSO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 137.651.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013157971/10.

(130193500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Rent Me S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 106, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.899.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société RENT ME S.A. qui s'est tenue au siège social de la société le 31 octobre 2013 que:

1. La société accepte la démission de l'Administrateur-délégué de Monsieur BREDEMUS Mike.
2. La société accepte la démission de l'Administrateur Monsieur BREDEMUS Mike.
3. La société nomme Monsieur COCQUEREL Pierre, né à Paris le 31.12.1958, demeurant à L-1470 Luxembourg, 106, route d'Esch, à la fonction d'Administrateur-délégué. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

4. La société nomme Monsieur COCQUEREL Pierre, né à Paris le 31.12.1958, demeurant à L-1470 Luxembourg, 106, route d'Esch, à la fonction d'Administrateur. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Pour Rent Me S.A.

LPL Expert-Comptable Sàrl

Référence de publication: 2013158849/21.

(130194213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Multi Manager Access II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.748.

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am dritten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Wurde eine Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der "MULTI MANAGER ACCESS II" (die "Gesellschaft") abgehalten, einer Aktiengesellschaft ("société anonyme") mit Sitz in Luxemburg, gegründet unter der Bezeichnung UBS MULTI MANAGER ACCESS II, gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 10. Juli 2007, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial») Nummer 1825 vom 29. August 2007 veröffentlicht wurde. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 1. Oktober 2010, veröffentlicht im Mémorial Nummer 2568 vom 25. November 2010.

Die Gesellschafterversammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Benjamin Wacker, Bankangestellter, beruflich ansässig in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zur Sekretärin und die Versammlung ernennt zum Schriftführerin Frau Norma Christmann, Bankangestellte, beruflich ansässig in Luxemburg.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärung ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Da sämtliche Aktien Namensaktien sind, wurde gegenwärtige Generalversammlung einberufen gemäß Einschreibebrief an alle Aktionäre am 17. September 2013.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Ersetzung jeglicher Bezugnahme in der Satzung auf das Luxemburger Gesetz vom 20. Dezember 2002 durch Bezugnahme auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010.

2. Einfügen eines neuen vorletzten Absatzes in Artikel 8 der Satzung.

3. Einfügen der an eine Verwaltungsgesellschaft bzw. an einen AIFM zu zahlenden Gebühr in Artikel 10 der Satzung.

4. Neufassung des Abschnitts betreffend die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft in Artikel 10.

5. Streichung des Abschnitts betreffend die Anwendung von Single Swing Pricing aus Artikel 9 und Einfügung eines entsprechenden Abschnitts in Artikel 10, der eine maximale Anpassung des Nettovermögenswertes von 2% vorsieht.

6. Ergänzung des Abschnitts betreffend die zeitweilige Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien in Artikel 11.

7. Ergänzung von Artikel 17 der Satzung.

8. Abänderung von Artikel 18 der Satzung, um den Verwaltungsrat zu ermächtigen, eine Verwaltungsgesellschaft bzw. einen AIFM im Sinne der Richtlinie 2011/61/EU zu ernennen.

9. Einfügen einer Referenz auf die Verwaltungsgesellschaft bzw. den AIFM in Artikel 19 der Satzung über Interessenkonflikte.

10. Änderung des Datums der ordentlichen Generalversammlung auf den 31. Januar jedes Jahres mit Wirkung ab dem laufenden Geschäftsjahr und entsprechende Abänderung von Artikel 23 der Satzung sowie Streichung der Angabe über das Datum der ersten Generalversammlung.

11. Einfügen eines Verweises auf die Auflösung von Aktienklassen und Streichung des Mindestbetrags, der bisher als Orientierung für die Auflösung von Teilfonds und Aktienklassen diente, im ersten Absatz von Artikel 25, und Ermächtigung des Verwaltungsrats eine Liquidation im Rahmen einer Rationalisierung zu beschließen. Die vorgenannte Vorschrift wird auch insoweit entsprechend abgeändert.

12. Änderung des Abschnitts betreffend die Auflösung von Teilfonds in Artikel 25 dahingehend, dass etwaige Liquidationserlöse nach Abschluss des Liquidationsverfahrens umgehend bei der Caisse de Consignation hinterlegt werden.

13. Änderung des zweiten Absatzes im Abschnitt „Verschmelzung“ in Artikel 25 über die Benachrichtigung von Aktionären über die Zusammenlegung von Teilfonds.

14. Verschiedenes.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 22.310.148 sich im Umlauf befindenden Aktien, 10 Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Der Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 11. September 2013 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt in der gesamten Satzung jegliche Bezugnahme auf das Luxemburger Gesetz vom 20. Dezember 2002 durch Bezugnahme auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 zu ersetzen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt einen neuen vorletzten Absatz in Artikel 8 der Satzung mit folgendem Wortlaut einzufügen:

Falls der Wert des Anteils einer Aktienklasse am Gesamtnettovermögenswert eines Teilfonds unter eine Grösse gefallen ist oder eine Grösse nicht erreicht hat, die vom Verwaltungsrat als für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung einer Aktienklasse erforderliche Mindestgrösse bestimmt wurde, kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass alle Aktien dieser Klasse an einem durch den Verwaltungsrat festgelegten Geschäftstag gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückzunehmen sind. Aus dieser Rücknahme werden den Anlegern der betroffenen Klasse sowie des betroffenen Teilfonds keine Mehrkosten oder sonstigen finanziellen Nachteile erwachsen; gegebenenfalls wird das in Art. 10 beschriebene Single Swing Pricing angewandt.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 10 der Satzung abzuändern um ihm fortan den Wortlaut zu geben:

Art. 10. Ermittlung des Nettovermögenswertes. Für die Bestimmung des Ausgabe- und Rücknahmepreises wird der Nettovermögenswert jedes Teilfonds periodisch von der Gesellschaft festgelegt. Die genaue Frequenz der Nettovermögenswertbestimmung wird im Verkaufsprospekt festgelegt. Ein solcher Tag, an welchem der Nettovermögenswert bestimmt wird, wird in dieser Satzung «Bewertungstag» genannt.

Der Nettovermögenswert jedes Teilfonds wird in der Währung des entsprechenden Teilfonds und auf eine Aktie des entsprechenden Teilfonds bezogen ausgedrückt und wird nach Vornahme der Bewertung gemäss nachfolgend aufgeführten Grundsätzen am entsprechenden Bewertungstag bestimmt, indem das auf den entsprechenden Teilfonds entfallende Vermögen zu einem vom Verwaltungsrat festgesetzten Zeitpunkt abzüglich der dem betreffenden Teilfonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten durch die Anzahl der zum Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des entsprechenden Teilfonds dividiert wird. Bei Teilfonds, für welche verschiedene Aktienklassen ausgegeben wurden, wird der Nettovermögenswert pro Aktie gegebenenfalls für jede einzelne Aktienklasse ermittelt. Dabei wird der Nettovermögenswert eines jeden Teilfonds, welcher einer bestimmten Aktienklasse zuzuordnen ist, durch die Anzahl der Aktien der jeweiligen Aktienklasse dividiert. Der Nettovermögenswert kann entsprechend dem Beschluss des Verwaltungsrates auf den nächsthöheren oder nächstniedrigeren Betrag in der entsprechenden Währung gerundet werden.

Falls an einem Handelstag die Summe der Ausgabe- und Rücknahmeanträge aller Aktienklassen eines Teilfonds zu einem Nettokapitalzufluss oder -abfluss führt, kann der Nettovermögenswert des Aktienklassen für den betreffenden Handelstag angepasst werden (sog. „Single Swing Pricing“). Die maximale Anpassung kann sich auf bis zu 2% des Nettovermögenswertes (vor der Anpassung) belaufen. Berücksichtigt werden können sowohl die geschätzten Transaktionskosten und anfallenden Steuern, die dem Teilfonds belastet werden können, als auch die geschätzte Geld-/Briefspanne der Vermögenswerte in die der Teilfonds investiert, können in Betracht gezogen werden. Diese Anpassung wird zu einer Erhöhung des Nettovermögenswertes im Fall eines Nettokapitalzuflusses in den betroffenen Teilfonds führen. Sie wird zu einer Verminderung des Nettovermögenswertes im Falle eines Nettokapitalabflusses aus dem betroffenen Teilfonds führen. Der Verwaltungsrat kann einen Schwellenwert für jeden Teilfonds festlegen. Dieser kann aus der Nettobewegung an einem Handelstag im Verhältnis zum Nettovermögen oder einem absoluten Betrag in der Währung des betroffenen Teilfonds bestehen. Eine Anpassung des Nettovermögenswertes würde somit erst erfolgen, wenn dieser Schwellenwert an einem gegebenen Handelstag überschritten wird.

Das Nettovermögen der Gesellschaft ergibt sich aus Addition der Nettovermögen der Teilfonds.

Die Bewertung des jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen Aktienklassen richtet sich nach folgenden Kriterien:

1. Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten.

- a) alle flüssigen Mittel einschliesslich der hierauf angefallenen Zinsen;
- b) alle ausstehenden Forderungen einschliesslich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Wertpapieren;
- c) alle Wertpapiere, Wertrechte, Geldmarktpapiere, Fondsanteile, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von der Gesellschaft gehalten oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- d) alle Dividenden und Dividendenansprüche, vorausgesetzt dass hierüber ausreichend fundierte Informationen erhalten werden können und vorausgesetzt, dass die Gesellschaft Wertanpassungen im Hinblick auf die Kursschwankungen, die aus dem Handel Ex-Dividende oder ähnlichen Praktiken herrühren, vornehmen kann;
- e) angefallene Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von der Gesellschaft gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;
- f) nicht abgeschriebene Gründungskosten;
- g) sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschliesslich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Diese Vermögenswerte werden nach folgenden Regeln bewertet:

a) Als Wert von Barmitteln - sei es in Form von Barbeständen oder Bankguthaben - sowie von Wechseln und Sichtpapieren und Forderungen, Vorauszahlungen auf Kosten, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen Zinsen, die noch nicht erhalten wurden - gilt deren voller Wert, es sei denn es ist unwahrscheinlich, dass dieser vollständig gezahlt oder erhalten wird, in welchem Fall ihr Wert dadurch bestimmt wird, dass ein angemessen erscheinender Abzug berücksichtigt wird, um ihren wirklichen Wert darzustellen.

b) Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, welche an einer Börse notiert sind, werden zu den letztbekannten Marktpreisen bewertet. Falls diese Wertpapiere, Derivate oder andere Anlagen an mehreren Börsen notiert sind, ist der letzt verfügbare Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für diese Anlagen ist.

Bei Wertpapieren, Derivaten und anderen Anlagen, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern mit marktkonformer Preisbildung besteht, kann die Gesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere, Derivate und anderen Anlagen auf Grund dieser Preise vornehmen. Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zum letzt verfügbaren Kurs auf diesem Markt bewertet.

c) Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, welche nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, und für die kein adäquater Preis erhältlich ist, wird die Gesellschaft diese gemäss anderen, von ihr nach Treu und Glauben zu bestimmenden Grundsätzen auf der Basis der voraussichtlich möglichen Verkaufspreise bewerten.

d) Die Bewertung von Derivaten, die nicht an einer Börse notiert sind (OTC-Derivate), erfolgt anhand unabhängiger Preisquellen. Sollte für ein Derivat nur eine unabhängige Preisquelle vorhanden sein, wird die Plausibilität dieses Bewertungskurses mittels Berechnungsmodellen, die von der Gesellschaft und dem Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft anerkannt sind, auf der Grundlage des Verkehrswertes des Basiswertes, von dem das Derivat abgeleitet ist, nachvollzogen.

e) Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) und/oder Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) werden zu ihrem letztbekannten Nettoinventarwert bewertet. Bestimmte Anteile oder Aktien von anderen OGAW und/oder OGA können auf der Basis einer Schätzung ihres Wertes bewertet werden, welche von zuverlässigen Dienstleistern, welche von dem Portfolio Manager oder dem Anlageberater der Zielfonds unabhängig sind, zur Verfügung gestellt werden (Preisschätzung).

f) (i) Bei Teilfonds, die Geldmarktfonds sind,

- werden Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anderen der Öffentlichkeit zugänglichen geregelten Markt gehandelt werden, auf der Grundlage der entsprechenden Zinskurven bewertet. Die Bewertung auf der Grundlage der Zinskurven bezieht sich auf die Komponenten Zinssatz und Kreditspread. Dabei werden folgende Grundsätze angewandt: Für jedes Geldmarktinstrument werden die der Restlaufzeit nächsten Zinssätze interpoliert. Der auf diese Weise berechnete Zinssatz wird unter Addierung eines Kreditspreads, welcher die Bonität des zugrunde liegenden Emittenten wiedergibt, in einen Marktkurs konvertiert. Dieser Kreditspread wird bei einer signifikanten Änderung der Bonität des Emittenten angepasst.

- Zinserträge eines Teilfonds, die zwischen dem betreffenden Auftragsdatum und dem jeweiligen Abrechnungsdatum anfallen, können in die Bewertung des Vermögens des betreffenden Teilfonds einbezogen werden. Der Nettovermögenswert je Aktie an einem bestimmten Bewertungstag kann daher prognostizierte Zinserträge beinhalten.

(ii) Für die anderen Teilfonds, die nicht unter die Regelung lit. f) (i) fallen, gilt folgende Regelung: Bei Geldmarktinstrumenten wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.

g) Wertpapiere und andere Anlagen, die auf eine andere Währung als die Rechnungswährung des entsprechenden Teilfonds lauten und welche nicht durch Devisentransaktionen abgesichert sind, werden zum Währungsmittelkurs zwischen Kauf- und Verkaufspreis, der in Luxemburg oder, falls nicht erhältlich, auf dem für diese Währung repräsentativsten Markt bekannt ist, bewertet.

h) Fest- und Treuhandgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

i) Der Wert der Tauschgeschäfte wird von einem externen Anbieter berechnet, eine zweite unabhängige Berechnung wird durch einen anderen externen Anbieter zur Verfügung gestellt. Die Berechnung basiert auf dem aktuellen Wert (Net Present Value) von allen Cashflows, sowohl In- wie Outflows. In einigen spezifischen Fällen können interne Berechnungen - basierend auf von Bloomberg zur Verfügung gestellten Modellen und Marktdaten - und/oder Broker Statement Bewertungen verwendet werden. Die Berechnungsmethoden hängen von dem jeweiligen Wertpapier ab und werden gemäss der UBS Global Valuation Policy festgelegt.

Die Gesellschaft ist berechtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsprinzipien einheitlich für die Gesamtgesellschaftsguthaben und die Guthaben eines Teilfonds anzuwenden, falls die obenerwähnten Kriterien zur Bewertung auf Grund aussergewöhnlicher Ereignisse unmöglich oder unzumutbar erscheinen, dies um eine sachgerechte Bewertung des jeweiligen Teilfonds zu erreichen.

2. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen.

a) sämtliche Kredite und fälligen Forderungen;

b) sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschliesslich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;

c) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und vorgenommenen Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

d) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen, welche Gründungskosten, Gebühren an die Verwaltungsgesellschaft bzw. den AIFM, den Anlageberater (Portfoliomanager) oder an das Anlagemanagement, an die Depotbank, an die Domiziliar- und Verwaltungsstelle, an die Register- und Transferstelle, an jegliche Zahlstelle, an sonstige Vertriebsstellen und ständige Vertreter in Vertriebsländern sowie an sämtliche sonstigen Zwischenstellen der Gesellschaft umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Spesen der Mitglieder des Verwaltungsrats, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft bei Behörden und Börsen in Luxemburg und bei Behörden und Börsen in jeglichem anderen Land, Gebühren für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschliesslich der Anzeigen- und Preisveröffentlichungskosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Verkaufsprospekte, Informationsmaterial, regelmässige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschliesslich den Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokergebühren sowie Kosten für Post und Telefon. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmässiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

3. Die Gesellschaft wird die Verteilung der Aktiva und Passiva auf die Teilfonds und Aktienklassen wie folgt vornehmen.

a) Sofern mehrere Aktienklassen für einen Teilfonds ausgegeben wurden, werden alle Vermögenswerte, welche auf jede Aktienklasse entfallen, gemeinsam gemäss der Anlagepolitik des Teilfonds investiert.

b) Der Gegenwert der Ausgabe von Aktien an jeder einzelnen Aktienklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem Teilfonds dieser Aktienklasse zugeteilt; der entsprechende Gegenwert wird den der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnenden Anteil am Nettovermögen des entsprechenden Teilfonds erhöhen; Forderungen, Verbindlichkeiten, Erträge und Ausgaben, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, werden entsprechend den Vorschriften dieses Artikels diesem Teilfonds zugeteilt.

c) Derivative Vermögenswerte werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeteilt wie die Vermögenswerte, von welchen die entsprechenden derivativen Vermögenswerte abgeleitet sind und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Zuwachs oder die Verringerung im Wert dem entsprechenden Teilfonds zugeteilt.

d) Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder auf Grund einer Handlung im Zusammenhang mit diesem Teilfonds werden diesem Teilfonds zugerechnet.

e) Sofern eine Forderung oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zugeteilt werden kann, wird diese Forderung oder diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis der Zahl der Teilfonds oder auf Basis des Nettovermögenswertes aller Aktienklassen des Teilfonds zugeteilt, entsprechend der gewissenhaften Bestimmung durch den Verwaltungsrat. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften nur für solche Verbindlichkeiten, die von dem betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

f) Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse vermindern den Nettovermögenswert dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse um den Ausschüttungsbetrag.

4. Im Sinne dieses Artikels gelten folgende Bestimmungen.

a) Aktien, welche gemäss Artikel 8 zurückgenommen werden sollen, gelten als Aktien im Umlauf bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rücknahmepreis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) Aktien gelten als ausgegeben ab dem Zeitpunkt der Bewertung an dem entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Zahlungseingang gilt der Ausgabepreis als Forderung der Gesellschaft;

c) Vermögensanlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die in einer anderen Währung getätigt sind als derjenigen, in welcher der Nettovermögenswert ausgedrückt wird, werden auf der Grundlage der zum Bewertungszeitpunkt vorherrschenden Markt- und Devisenkurse bewertet.

d) Soweit die Gesellschaft an einem Bewertungstag

- Vermögenswerte erworben hat, wird der Kaufpreis für solche Vermögenswerte als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und die erworbenen Vermögenswerte in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen;

- Vermögenswerte verkauft hat, wird der Verkaufspreis in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen und die verkauften Vermögenswerte werden aus den Aktiva herausgenommen.

Sofern der genaue Wert der jeweiligen Preise oder Vermögenswerte am entsprechenden Bewertungstag nicht berechnet werden kann, ist er von der Gesellschaft zu schätzen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Abschnitt betreffend die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft in Artikel 10 der Satzung abzuändern um ihm fortan den Wortlaut zu geben wie im dritten Beschluss ausführlich beschrieben wird.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Streichung des Abschnitts betreffend die Anwendung von Single Swing Pricing aus Artikel 9 und einen entsprechenden Abschnitts in Artikel 10, der eine maximale Anpassung des Nettovermögenswertes von 2% vorsieht einzufügen.

Artikel 9 wird fortan folgenden Wortlaut haben

Art. 9. Beschränkungen. Die Gesellschaft ist berechtigt, in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft näher beschriebene Massnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, dass bei Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Aktien der Gesellschaft keine als «Market-Timing» und/oder als «Late Trading» bekannte Geschäftspraktiken im Hinblick auf Anlagen in die Gesellschaft erfolgen.

Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft durch jede natürliche oder juristische Person beschränken oder verhindern, falls nach der Meinung der Gesellschaft ein solches Eigentum der Gesellschaft Schaden zufügen kann, oder falls er einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Vorschriften bildet oder falls dadurch die Gesellschaft fremden Steuergesetzen unterworfen wird. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) es ablehnen Aktien auszugeben und es ablehnen im Aktienregister die Übertragung von Aktien einzutragen, falls es Anhaltspunkte gibt, dass eine solche Eintragung oder Übertragung dazu führt oder dazu führen kann, dass das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum dieser Aktien an Personen übertragen wird, welche vom Eigentum an Aktien ausgeschlossen sind oder Aktien in einem Umfang halten, der über einen bestimmten, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festzulegenden Prozentsatz am Gesellschaftskapital hinausgeht («nicht berechnete Personen»);

b) jederzeit von Personen, deren Namen im Aktienregister eingetragen sind oder welche die Eintragung einer Aktienübertragung im Aktienregister beantragen, eine durch eidesstattliche Erklärung unterlegte Auskunft verlangen, welche sie für erforderlich hält, um entscheiden zu können, ob die Aktien der betreffenden Person sich im wirtschaftlichen Eigentum einer nicht berechtigten Person befinden oder ob diese Eintragung zu dem wirtschaftlichen Eigentum dieser Aktien von einer nicht berechtigten Person führt; und

c) es ablehnen, bei einer Hauptversammlung der Gesellschaft Stimmen einer nicht berechtigten Person anzuerkennen;

d) falls es für die Gesellschaft Anhaltspunkte gibt, dass eine nicht berechnete Person entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, vom Aktionär zwangsweise sämtliche oder diejenigen Aktien, welche von diesem Aktionär für die nicht berechnete Person gehalten werden, zurückzunehmen oder falls eine nicht berechnete Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist, zwangsweise vom Aktionär alle von diesem gehaltenen Aktien zurückzunehmen. Dies geschieht in der folgenden Art und Weise:

(1) Die Gesellschaft stellt dem Aktionär, in dessen Besitz sich solche Aktien befinden oder der im Aktienregister als Inhaber der zu kaufenden Aktien aufgeführt ist, eine Mitteilung zu (welche im folgenden «Kauferklärung» genannt wird), in welcher die zu kaufenden Aktien aufgeführt sind, sowie die Berechnungsweise des Kaufpreises und der Name des Käufers.

Eine solche Mitteilung wird dem Aktionär durch Einschreiben an die letzte bekannte Adresse, oder an die Adresse, welche in den Büchern der Gesellschaft aufgeführt ist, zugestellt. Der Aktionär ist dann verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikat(e) auszuhändigen.

Nach Geschäftsschluss des in der Käuferklärung festgesetzten Tages hört der Aktionär auf, Eigentümer der in der Käuferklärung aufgeführten Aktien zu sein. Im Fall von Namensaktien wird sein Name aus dem Aktienregister gestrichen und im Fall von Inhaberaktien wird/werden das/die Aktienzertifikat(e) annulliert.

(2) Der für die Aktien zu zahlende Preis (welcher im folgenden «Kaufpreis» genannt wird) ist der Nettovermögenswert und zwar derjenige am letzten, vom Verwaltungsrat für den Rückkauf der Aktien der Gesellschaft bestimmten Bewertungstag vor dem Tag des Inkrafttretens der Käuferklärung. Es kann auch derjenige des Tages nach der Übergabe des oder der in der Käuferklärung aufgeführten Aktienzertifikate(/s) sein. Dieser Wert wird gemäss Artikel 10 dieser Satzung und nach Abzug der darin vorgesehenen Kostenbelastung bestimmt.

(3) Die Zahlung des Kaufpreises an den früheren Eigentümer der Aktien wird normalerweise in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Aktien festgesetzten Währung geleistet. Nach seiner endgültigen Festsetzung wird dieser Preis durch die Gesellschaft bei einer (in der Käuferklärung erwähnten) in Luxemburg oder im Ausland befindlichen Bank hinterlegt und zwar zum Zwecke der Auszahlung an diesen Eigentümer gegen Übergabe des in der Käuferklärung erwähnten Aktienzertifikats zusammen mit den noch nicht fälligen Gewinnanteilscheinen.

Nach der oben beschriebenen Zustellung der Käuferklärung hat der frühere Eigentümer kein Recht mehr an diesen Aktien sowie keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder deren Aktiva in diesem Zusammenhang, mit Ausnahme des Anspruchs, den Kaufpreis (ohne Zinsen) von der erwähnten Bank zu erhalten und zwar gegen tatsächliche Übergabe des oder der Aktienzertifikate(/s) wie oben beschrieben. Beträge, die einem Aktionär gemäss diesem Absatz zustehen, welche aber nicht innerhalb einer Fünfjahresperiode von dem in der Käuferklärung festgesetzten Datum an abgefordert werden, können danach nicht mehr beansprucht werden und fallen an die Gesellschaft zurück. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, alle notwendigen Schritte zu unternehmen, um den Heimfall abzuschliessen.

(4) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass der Besitz der Aktien einer Person ungenügend nachgewiesen wurde, oder dass die Besitzverhältnisse andere waren als sie der Gesellschaft am Tag der Käuferklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

Artikel 10 wird fortan lauten wie im dritten Beschluss ausführlich beschrieben wird.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Ergänzung des Abschnitts betreffend die zeitweilige Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien in Artikel 11.

Artikel 11 der Satzung wird fortan folgenden Wortlaut haben:

Art. 11. Zeitweilige Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien. Die Gesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes sowie die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien jedes Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn Börsen oder Märkte, die massgebend sind für die Bewertung eines bedeutenden Anteils des jeweiligen Nettovermögens, oder wenn Devisenmärkte, auf deren Währung das jeweilige Nettovermögen oder ein bedeutender Anteil davon lautet, - ausser an gewöhnlichen Feiertagen - geschlossen sind oder wenn dort Transaktionen suspendiert oder eingeschränkt sind oder wenn diese kurzfristig starken Schwankungen unterworfen sind;
- wenn auf Grund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder anderweitiger Notfälle, die ausserhalb der Einflussmöglichkeit der Gesellschaft liegen, eine sachdienliche Verfügung über das Gesellschaftsvermögen nicht möglich ist oder den Interessen der Aktionäre abträglich wäre;
- im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder der Berechnung, die üblicherweise für die Erstellung des Nettovermögenswertes angewandt wird oder wenn der Nettovermögenswert aus einem sonstigen Grund nicht mit genügender Genauigkeit ermittelt werden kann;
- wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für die Gesellschaft undurchführbar werden;
- sofern ein Feeder-Teilfonds betroffen ist, wenn der Master-OGA auf eigene Veranlassung oder auf Verlangen der zuständigen Behörden die Rücknahme, Rückzahlung oder Zeichnung von Anteilen vorübergehend aussetzt; in diesen Fällen wird die Berechnung des Nettoinventarwerts auf Ebene des Feeder-Teilfonds für den gleichen Zeitraum ausgesetzt wie die Berechnung des Nettoinventarwerts auf Ebene des Master-OGA.

Eine Mitteilung über Anfang und Ende dieser Aussetzungsperiode wird vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit veröffentlicht.

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 17 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 17. Anlagepolitik.

17.1 Der Verwaltungsrat legt die Anlagepolitik fest, nach welcher die Vermögenswerte der Gesellschaft investiert werden. Die Vermögenswerte der Gesellschaft sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anla-

geziele und -grenzen, wie sie in den von der Gesellschaft veröffentlichten Verkaufsprospekten beschrieben werden, anzulegen.

17.2 Die Teilfonds können, unter den zusätzlichen Bedingungen, die im Verkaufsprospekt aufgeführt sein können, Aktien, die von einem oder mehreren anderen Teilfonds auszugeben sind oder ausgegeben wurden, zeichnen, erwerben und/oder halten, sofern:

- der Ziel-Teilfonds nicht seinerseits in den Teilfonds investiert, der in diesen Ziel-Teilfonds investiert; und
- das eventuell an die betroffenen Wertpapiere gebundene Stimmrecht so lange ausgesetzt ist, wie sie durch den betroffenen Teilfonds gehalten werden, ungeachtet einer angemessenen Auswertung in den Abschlüssen und den periodischen Berichten; und
- auf jeden Fall der Wert dieser Wertpapiere bei der von dem Gesetz von 2010 auferlegten Kalkulation des Nettovermögens des Teilfonds zum Zwecke der Verifizierung des Mindestmasses des Nettovermögens nach dem Gesetz von 2010 nicht berücksichtigt wird, solange diese Wertpapiere vom jeweiligen Teilfonds gehalten werden.

17.3 (1) Ein Feeder-Teilfonds ist ein Teilfonds, der mindestens 85% seines Vermögens in Anteile eines anderen OGA oder eines Teilfonds eines anderen OGA (im Folgenden „Master-OGA“) anlegt.

(2) Ein Master-OGA ist ein OGA oder einer seiner Teilfonds, der

- a) mindestens einen Feeder-OGA oder -Teilfonds unter seinen Anteilhabern hat;
- b) nicht selbst ein Feeder-OGA oder -Teilfonds ist und
- c) keine Anteile eines Feeder-OGA oder -Teilfonds hält.

(3) Unter den gesetzlichen Voraussetzungen und vorbehaltlich der Bestimmungen des Verkaufsprospekts kann jeder Teilfonds der Gesellschaft als ein Master- oder als ein Feeder-Teilfonds fungieren.

Achter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 18 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 18. Verwaltungsgesellschaft / Anlageberater / Portfoliomanager. Der Verwaltungsrat kann eine Verwaltungsgesellschaft bzw. einen AIFM im Sinne der Richtlinie 2011/61/EU („AIFM“) ernennen. Des weiteren können unter eigener Aufsicht und Verantwortung eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zum Anlageberater sowie Portfoliomanager ernannt werden. Der Anlageberater hat die Aufgabe, die Gesellschaft bei der Anlage des Gesellschaftsvermögens umfassend mit Empfehlungen zu unterstützen. Er ist nicht befugt, selbstständig Anlageentscheide zu fällen oder Anlagen zu tätigen. Der Portfoliomanager wird mit der Anlage des Gesellschaftsvermögens beauftragt.

Neunter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 19 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 19. Interessenkonflikte. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dritten Unternehmen werden in ihrer Gültigkeit nicht dadurch beeinträchtigt, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte in dem dritten Unternehmen eine Stellung als Aktionär, Verwaltungsmitglied oder Angestellter be sitzen. In einem solchen Fall ist das Verwaltungsratsmitglied bzw. der Angestellte der Gesellschaft nicht gehindert, über ein solches Geschäft abzustimmen oder sonstige Handlungen im Rahmen eines solchen Geschäftes vorzunehmen.

Soweit ein Mitglied des Verwaltungsrats oder ein Angestellter der Gesellschaft Interessen vertritt, welche den Interessen der Gesellschaft zuwiderlaufen, wird dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser Angestellte sich eines Votums im Rahmen des betreffenden Geschäftes enthalten. Über den Vorgang wird der folgenden Hauptversammlung Bericht erstattet werden.

Interessen im Sinne dieses Artikels sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit der Verwaltungsgesellschaft bzw. dem AIFM, dem Anlageberater, der Depotbank oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

Zehnter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt das Datum der ordentlichen Generalversammlung auf den 31. Januar jedes Jahres mit Wirkung ab dem laufenden Geschäftsjahr zu ändern sowie die Angabe über das Datum der ersten Generalversammlung in Artikel 23 zu streichen. Artikel 23 wird fortan folgenden Wortlaut haben:

Art. 23. Verfahren der Hauptversammlung. Die Hauptversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Zehntel der ausgegebenen Aktien halten, einberufen werden.

Sie muss auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Fünftel der ausgegebenen Aktien halten, einberufen werden.

Die ordentliche Hauptversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am 31. Januar um 12.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft statt. Sofern der erwähnte Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Hauptversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Weitere, ausserordentliche Hauptversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

Einladungen zu Hauptversammlungen werden Aktionären nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen sowie gegebenenfalls in weiteren vom Verwaltungsrat festzulegenden Zeitungen bekannt gemacht.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, ordnungsgemäss geladen sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein, kann die Hauptversammlung ohne Bekanntmachung nach den vorstehenden Bestimmungen abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat kann über sämtliche andere Voraussetzungen beschliessen, die seitens der Aktionäre erfüllt sein müssen, um an den Hauptversammlungen teilnehmen zu können.

Die auf einer Hauptversammlung der Aktionäre behandelten Sachverhalte beschränken sich auf die Punkte der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Elemente enthält) und auf damit zusammenhängende Fragen.

Unabhängig von seinem jeweiligen Teilfonds und seiner jeweiligen Aktienklasse gibt jede volle Aktie ein Stimmrecht entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Ein Aktionär kann sich auf jeder Versammlung der Aktionäre durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Entscheidungen, welche die Interessen aller Aktionäre der Gesellschaft betreffen, werden in der Hauptversammlung getroffen, während Entscheidungen, welche nur die Interesse der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds betreffen, werden in der Hauptversammlung des jeweiligen Teilfonds getroffen.

Soweit nicht gesetzlich oder durch gegenwärtige Satzung anders bestimmt, werden die Beschlüsse der Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Elfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 25 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 25. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds . Auflösung

Der Verwaltungsrat kann, nach Benachrichtigung der Inhaber von Aktien der entsprechenden Teilfonds, die Auflösung eines oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen veranlassen, wenn der Gesamtwert des Nettovermögens dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse unter einen Wert gefallen ist oder diesen Wert nicht erreicht hat, wie er für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse erforderlich ist, sowie im Rahmen einer Rationalisierung. Gleiches gilt soweit eine Veränderung der politischen oder wirtschaftlichen Bedingungen eine solche Auflösung rechtfertigt.

Aktionäre können unter Gewährleistung der Gleichbehandlung der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds kostenlos, vorbehaltlich der zu berücksichtigenden Liquidationskosten, die Rücknahme ihrer Aktien bis zum Tage des Inkrafttretens der Entscheidung weiterhin beantragen. Der Verwaltungsrat kann eine abweichende Regelung im Interesse der Aktionäre beschliessen.

Etwaige Liquidationserlöse, die bei Abschluss des Liquidationsverfahrens (welches bis zu neun Monate dauern kann) nicht an die Aktionäre ausgeschüttet werden können, werden umgehend bei der öffentlichen Hinterlegungsstelle in Luxemburg (Caisse de Consignation) zugunsten der Berechtigten nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen hinterlegt.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates kann die Hauptversammlung eines Teilfonds auf Vorschlag des Verwaltungsrates das Gesellschaftskapital durch Annullierung ausgegebener Aktien an diesem Teilfonds herabsetzen und den Aktionären den Nettovermögenswert ihrer Aktien zurückerstatten. Dabei wird der Nettovermögenswert für den Tag berechnet, an welchem der Beschluss in Kraft tritt, unter Berücksichtigung des erzielten Preises bei der Veräusserung der Vermögensanlagen sowie aller tatsächlich angefallener Kosten im Rahmen dieser Annullierung. Für diesen Beschluss ist keine Mindestanwesenheitspflicht des vertretenen Kapitals (Quorum) erforderlich. Er kann mit einfacher Mehrheit der an dieser Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Aktionären des betreffenden Teilfonds wird der Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre über die Annullierung der Aktien oder des Verwaltungsrates über die Auflösung eines Teilfonds durch Veröffentlichung einer Mitteilung im Mémorial und in einer luxemburgischen Tageszeitung bekanntgemacht. Darüber hinaus erfolgt, soweit nach den gesetzlichen Bestimmungen der Länder, in denen Aktien der Gesellschaft vertrieben werden, erforderlich, eine Bekanntmachung dieser Entscheidung in den Publikationsorganen der einzelnen Vertriebsländer.

Der Gegenwert der Nettovermögenswerte von annullierten Aktien, welche von den Aktionären nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, wird umgehend bei der «Caisse de Consignation» in Luxemburg hinterlegt.

Verschmelzung

Nach Massgabe der vorstehend über die Auflösung eines Teilfonds aufgeführten Bedingungen ist der Verwaltungsrat ebenfalls berechtigt, die Annullierung von ausgegebenen Aktien eines Teilfonds und die Zuteilung von Aktien eines anderen Teilfonds oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen, zu beschliessen.

Unbeschadet dieser Befugnisse des Verwaltungsrates kann dieser Beschluss über die Verschmelzung ebenfalls durch die Hauptversammlung der betroffenen Aktionäre des Teilfonds gefasst werden. Für diesen Beschluss ist keine Mindestanwesenheitspflicht des vertretenen Kapitals (Quorum) erforderlich. Er kann mit einfacher Mehrheit der an dieser Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst werden.

Den Aktionären wird der betreffende Beschluss durch Veröffentlichung einer Mitteilung in einer luxemburgischen Tageszeitung oder per eingeschriebenem Brief bekanntgemacht.

Die betroffenen Aktionäre sind vor Inkrafttreten dieses Beschlusses während eines Monats ab Veröffentlichung des Beschlusses berechtigt, die kostenfreie Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum gültigen Nettovermögenswert (ohne Rücknahmeabschlag oder sonstigen administrativen Gebühren) zu verlangen.

Aktien, deren Rücknahme nicht durch die betreffenden Aktionäre beantragt wurde, werden auf Basis des Nettovermögenswertes der jeweiligen betroffenen Teilfonds, der für den Tag berechnet wird, an welchem die Entscheidung wirksam wird, umgetauscht. Im Falle einer Zuteilung von Aktien an einem Organismus für gemeinsame Anlagen in der Rechtsform eines unselbständigen Sondervermögens (Fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für Aktionäre bindend, welche für diese Zuteilung gestimmt haben.

Sollte der Verwaltungsrat die Auflegung von garantierte Teilfonds beschliessen, kann deren Auflösung oder Verschmelzung nur nach Massgabe der in den Verkaufsunterlagen näher beschriebenen Bedingungen erfolgen.

Zwölfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Abschnitt betreffend die Auflösung von Teilfonds in Artikel 25 dahingehend, dass etwaige Liquidationserlöse nach Abschluss des Liquidationsverfahrens umgehend bei der Caisse de Consignation hinterlegt werden abzuändern.

Artikel 25 Satzung wird fortan den Wortlaut haben wie im elften Beschluss ausführlich beschrieben wird.

Dreizehnter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den zweiten Absatz im Abschnitt „Verschmelzung“ in Artikel 25 über die Benachrichtigung von Aktionären über die Zusammenlegung von Teilfonds abzuändern.

Artikel 25 Satzung wird fortan den Wortlaut haben wie im elften Beschluss ausführlich beschrieben wird.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist wurde die Versammlung aufgehoben.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit demammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: B. WACKER, N. CHRISTMANN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46447. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé) I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 13. November 2013.

Référence de publication: 2013158081/476.

(130193196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Iskandia Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 173.020.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 67622 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013158078/10.

(130193651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Purple Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 151.981.

Constatation de cession de parts sociales

Il résulte de deux conventions de cession de parts sociales, conclues sous-seing privé en date du 6 mai 2013, que le capital social de la société PURPLE INVESTMENTS S.à r.l. est réparti comme suit:

ATIMACA LIMITED, société relevant du droit des Iles Vierges Britanniques

Siège social: Road Town, Tortola, B.V.I.

Registre des sociétés I.B.C.: numéro 1733 119 50 parts sociales

IN.SE S.R.L., société relevant du droit italien

Siège social: Via Angelo Maj 4, I-24121 Bergamo

Registre de commerce de Bergamo: numéro 11216751005 50 parts sociales

Total 100 parts sociales

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les associés réunis en date du 30 septembre 2013 que:

- le siège social de la société est transféré avec effet immédiat au 8, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg.
- la démission de Monsieur Max GALOWICH de son poste de gérant de la société, est acceptée avec effet immédiat.
- Madame Katia ROTI, née à Thionville (France), le 3 juin 1978, demeurant professionnellement 8, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg est nommée gérante pour une durée indéterminée.
- la société sera désormais valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de la gérante, Madame Katia ROTI.

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Pour extrait conforme

Katia ROTI

Gérante

Référence de publication: 2013158163/30.

(130193575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Quimicum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 41.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013158165/10.

(130193985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

QS GEO PEP II SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 161.202.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de QS Geo S.à r.l., l'associé commandité de la Société, en date du 2 mai 2013

Le Conseil de gérance décide de nommer en qualité de réviseur d'entreprise agréé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014 la société à responsabilité limitée KPMG Luxembourg dont le siège social est 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B149.133.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013158167/14.

(130193426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Rasmus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 113.753.

Il est porté à la connaissance des tiers que l'adresse du siège social de l'actionnaire, à savoir Storford Limited, est désormais établie au Charter Place, 23-27 Seaton Place, St Helier JE1 1JY, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 14 novembre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013158169/15.

(130193864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Quintus Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 162.496.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant:

- Le changement d'adresse professionnelle de Monsieur Michel-Joseph OSTERTAG, Administrateur A et Président du Conseil d'Administration de la Société qui est désormais à Jumeirah Beach Residence, Bâtiment Oasis Beach Tower, Villa 142, The Lakes, UEA, Dubaï.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013158168/14.

(130193348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Provençale S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3370 Leudelange, 3, Zone Industrielle Grasbusch.

R.C.S. Luxembourg B 25.700.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La gérance

Référence de publication: 2013158162/10.

(130193438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Real Fun Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 165.772.

Lors de la réunion du conseil d'administration datée du 31 octobre 2013 il a été décidé:

- d'accepter, avec effet immédiat, la démission de Madame Marina Padalino, administrateur;
- de nommer, avec effet immédiat, Monsieur Emmanuel Briganti, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en tant qu'administrateur, son mandat ayant comme échéance celui de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

REAL FUN HOLDING S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2013158170/15.

(130193715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Restaurant La Belle Africaine, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 140.100.

Extrait du procès-verbal de la décision des associées du 28 octobre 2013

Les associées ont décidé de transférer le siège social du 439 rue Neudorf, L-2220 Luxembourg, au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, à partir du 28 octobre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.
Pour extrait sincère et conforme
Martine MBALLA
La Gérante

Référence de publication: 2013158171/15.

(130193545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Richemont International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 59.435.

Les comptes annuels du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013158172/10.

(130193344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Provençale Immobilière & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-3370 Leudelange, 3, Zone Industrielle Grasbusch.

R.C.S. Luxembourg B 144.718.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le gérant commandité

Référence de publication: 2013158161/10.

(130193437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Atlas Superyachts S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 120.604.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 14 novembre 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- ATLAS SUPERYACHTS S.A. (B 120.604), dont le siège social à L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, a été dénoncé en date du 9 juillet 2008.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Steve HOFFMANN, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 5 décembre 2013 au greffe du tribunal de commerce.

Pour extrait conforme

Maître Steve HOFFMANN

Le Liquidateur

Référence de publication: 2013158319/19.

(130194025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Alphonse Feidt Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1135 Luxembourg, 36, avenue des Archiducs.

R.C.S. Luxembourg B 106.739.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 novembre 2013

L'assemblée a pris connaissance, avec grand regret, du décès de Monsieur Alphonse Feidt Avec la mort de Monsieur Alphonse Feidt son mandat d'administrateur a pris fin.

L'assemblée générale décide de renouveler le conseil d'administration et nomme administrateurs:

1. Monsieur Ferdinand Feidt, demeurant à L-6971 Hostert, 2, Op der Aeppeltaart, administrateur et président;

2. Madame Viviane Schons-Feidt, employée privée, née à Luxembourg, le 30 juillet 1962, demeurant à L-6235 Beidweiler, 14, rue d'Eschweiler, administrateur;

3. Madame Francine Leidner-Feidt, employée privée, née à Luxembourg, le 10 février 1960, demeurant à L-1820 Luxembourg, 6, rue Antoine Jans, administrateur.

Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Pour extrait conforme

ALPHONSE FEIDT PARTICIPATIONS SA

Référence de publication: 2013158362/20.

(130194388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Akapi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 168.554.

—
Extrait des résolutions de l'administrateur unique prises à Luxembourg le 14/11/2013

L'administrateur décide de transférer le siège de la société de son adresse actuelle vers le 111/115 Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage avec effet au 14 Novembre 2013.

Pour extrait

Référence de publication: 2013158360/11.

(130194075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Antemeta Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 121.230.

—
Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Référence de publication: 2013158369/10.

(130194163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

CHAUFFAGE SANITAIRE L. Mastrangelo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 12, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 25.016.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2013158444/13.

(130194537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

AIMCo RE Holdings (Luxembourg) I Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 152.904.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 5 novembre 2013

1. Monsieur Micheal A DAL BELLO a démissionné de son mandat de gérant de classe A.

2. Monsieur Michael FITZGERALD, administrateur de sociétés, né à Ottawa (Canada), le 24 mai 1954, demeurant professionnellement à T5J 2B3 Edmonton, AB, Canada, 110010830, Jasper Avenue, a été nommé comme gérant de classe A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AIMCO RE Holdings (Luxembourg) I SARL

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013158357/16.

(130194493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

AIMCo RE Holdings (Luxembourg) IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 168.972.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 5 novembre 2013

1. Monsieur Micheal A DAL BELLO a démissionné de son mandat de gérant de classe A.

2. Monsieur Michael FITZGERALD, administrateur de sociétés, né à Ottawa (Canada), le 24 mai 1954, demeurant professionnellement à T5J 2B3 Edmonton, AB, Canada, 1100-10830, Jasper Avenue, a été nommé comme gérant de classe A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AIMCo Re Holdings (Luxembourg) IV S.à r.l.

Intertrust Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013158356/16.

(130194427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Asco Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 53.496.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA

Signature

Référence de publication: 2013158378/11.

(130194764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Clouse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 163.904.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 Novembre 2013.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013158429/11.

(130194102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

AIMCo Leadenhall Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 160.111.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 5 novembre 2013

1. Monsieur Micheal A DAL BELLO a démissionné de son mandat de gérant de classe A.

2. Monsieur Michael FITZGERALD, administrateur de sociétés, né à Ottawa (Canada), le 24 mai 1954, demeurant professionnellement à T5J 2B3 Edmonton, AB, Canada, 110010830, Jasper Avenue, a été nommé comme gérant de classe A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AIMCo Leadenhall Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013158353/16.

(130194445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

AIMCo Re Holdings (Luxembourg) III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 160.209.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 5 novembre 2013

1. Monsieur Micheal A DAL BELLO a démissionné de son mandat de gérant de classe A.

2. Monsieur Michael FITZGERALD, administrateur de sociétés, né à Ottawa (Canada), le 24 mai 1954, demeurant professionnellement à T5J 2B3 Edmonton, AB, Canada, 1100-10830, Jasper Avenue, a été nommé comme gérant de classe A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, 14 novembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AIMCo Re Holdings (Luxembourg) III S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013158354/16.

(130194416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Auto-Moto-Ecole Bel'Air S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2172 Luxembourg, 41, rue Alphonse München.

R.C.S. Luxembourg B 137.545.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Gérance

Référence de publication: 2013158381/10.

(130194248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Ambassur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 69A, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 150.280.

—
Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour AMBASSUR SARL

Signature

Référence de publication: 2013158364/12.

(130194147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Auchan International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 73.616.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 28 octobre 2013

- La démission avec effet au 16 octobre 2013 de Madame Isabelle DUGLERY de son mandat d'administrateur est actée.

- Monsieur Frédéric DAMIEN, né le 26 avril 1963 à Valenciennes (F), Directeur Administratif et Financier des offres achats et production international, et demeurant au 200 rue de la Recherche, F-59650 Villeneuve d'Ascq est nommé administrateur en remplacement de Madame DUGLERY avec effet au 16 octobre 2013.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée devant se tenir en 2014.

Certifié sincère et conforme
AUCHAN INTERNATIONAL

Monsieur Thierry DELBECQ / Monsieur Raphael TOULEMONDE

Référence de publication: 2013158380/16.

(130194260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Alinea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 133.503.

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 25 octobre 2013, la décision suivante a été prise:

1) Sont nommés pour une durée de 6 ans:

Administrateurs:

Laurent SMOLEN, conseil économique, demeurant professionnellement 1, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

Stéphane MORELLE, expert-comptable, demeurant professionnellement 1, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

OLKAD Management Services S.à r.l., immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152346, ayant son siège social au 1, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, avec comme représentant permanent Monsieur Stéphane Morelle, expert comptable, demeurant professionnellement au 1, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Commissaire:

Alter Audit S.à r.l., immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110675, dont la nouvelle adresse est 2 place de Strasbourg L-2562 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013158337/20.

(130194526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Agrindus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 21.186.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 (rectifiant le dépôt des comptes annuels au 31 décembre 2007 enregistré le 11.08.2008 à Luxembourg-Sociétés sous la référence LSO CO/03551 et déposés le 17.09.2008 au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro L080138373.06) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Pour: AGRINDUS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille Wagner / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013158330/18.

(130193402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Comptoir d'Import et d'Export Luxembourgeois S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 120.863.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 14 novembre 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- COMPTOIR D'IMPORT ET D'EXPORT LUXEMBOURGEOIS S.A. (B120.863), dont le siège social à L-2015 Luxembourg, 22, rue Marie Adelaïde, a été dénoncé en date du 16 octobre 2007.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Steve HOFFMANN, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 5 décembre 2013 au greffe du tribunal de commerce.

Pour extrait conforme
Maître Steve HOFFMANN
Le Liquidateur

Référence de publication: 2013158320/19.

(130194029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

ZAI Capital Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 177.379.

—
Extrait rectificatif concernant la publication du 25/10/2013

Un extrait référencé sous le numéro L130182413 a été déposé le 25 octobre 2013 en vue de la publication au Mémorial d'un changement d'Administrateurs.

Cet extrait est rectifié comme suit:

- L'Administrateur Mr Ka Ming Wong a été élu non pas avec effet au 16 octobre 2013 mais bien avec effet au 7 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fabrice Rota
Administrateur B

Référence de publication: 2013158312/16.

(130193597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Pilux S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 120.703.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 14 novembre 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- PILUX S.A. (B120.703), dont le siège social à L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet, a été dénoncé en date du 7 décembre 2009.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Steve HOFFMANN, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 5 décembre 2013 au greffe du tribunal de commerce.

Pour extrait conforme
Maître Steve HOFFMANN
Le Liquidateur

Référence de publication: 2013158324/19.

(130194031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

A.S.T. (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5752 Frisange, 33A, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 172.543.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013158333/14.

(130194172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Alaskan Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 178.120.

Les statuts coordonnés au 08/11/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 14/11/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013158335/12.

(130194573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Adamra Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 158.210.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la société tenue en date du 14 novembre 2013 au siège social

Le conseil de gérance de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

L'adresse professionnelle actuelle de Monsieur Aidan FOLEY, gérant de la Société est la suivante: 810, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

L'adresse actuelle de Monsieur Michael O'SHEA, gérant de la Société, est la suivante: 17, Route de Chêne 30, CH - 1211 Genf.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013158349/16.

(130194855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Amer-Sil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8281 Kehlen, 61, rue d'Olm.

R.C.S. Luxembourg B 8.871.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Dépôt rectification du dépôt L130175303.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Novembre 2013.

Référence de publication: 2013158365/12.

(130194875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

AIMCo RE Holdings (Luxembourg) II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 155.140.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 5 novembre 2013

1. Monsieur Micheal A DAL BELLO a démissionné de son mandat de gérant de classe A.

2. Monsieur Michael FITZGERALD, administrateur de sociétés, né à Ottawa (Canada), le 24 mai 1954, demeurant professionnellement à T5J 2B3 Edmonton, AB, Canada, 110010830, Jasper Avenue, a été nommé comme gérant de classe A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AIMCo RE Holdings (Luxembourg) II S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013158355/16.

(130194519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Advanced Supplies Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 66.489.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14.11.2013.

Pour: ADVANCED SUPPLIES INVESTMENTS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélié Katola / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013158350/15.

(130194458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Amsit, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 64.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013158367/10.

(130194561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Detalux-Business S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6926 Flaxweiler, 26, rue Berg.

R.C.S. Luxembourg B 111.870.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 29 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 14 novembre 2013.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2013158474/13.

(130194579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Azimuth International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 155.239.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique tenu en date du 25 octobre 2013**Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société du 13, avenue de la gare, L-1611 Luxembourg au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg avec effet au 1^{er} Octobre 2013.

Le gérant de classe B, Mr. Olivier JARNY et le gérant de classe A Mr. Cédric RATHS ont également transféré leur adresse professionnelle au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2013158383/16.

(130194717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Banque Internationale à Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 6.307.

Monsieur Bernard Mommens a quitté sa fonction de membre du Comité de direction de la Banque Internationale à Luxembourg S.A. avec effet au 31 octobre 2013.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Banque Internationale à Luxembourg

Société anonyme

Jean-Paul Putz / Simone Wallers

Senior Manager / -

Référence de publication: 2013158386/14.

(130194837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Artland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5485 Wormeldange, 64, Hiehl.

R.C.S. Luxembourg B 158.030.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013158377/10.

(130194553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Autòs Properties S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 87.540.

Experta Corporate and Trust Services S.A., Luxembourg, en abrégé Experta Luxembourg, société anonyme, en sa qualité d'agent domiciliaire, a dénoncé le siège social de la société anonyme AUTÒS PROPERTIES S.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, RCS Luxembourg B-87540, avec effet au 14 novembre 2013 et résilié la convention de domiciliation.

Luxembourg, le 14/11/2013.

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Isabelle Maréchal-Gerlaxhe / Caroline Felten

Référence de publication: 2013158382/14.

(130194154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Convictio Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 138.456.

Extrait des décisions du Conseil d'Administration prises par résolution circulaire en date du 25 septembre 2013:

- Le Conseil d'Administration décide, sous réserve de l'approbation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (la «CSSF»), de coopter, en remplacement de Monsieur Guy Verhoustraeten, Monsieur Frédéric Otto, avec effet à la date d'agrément de Monsieur Frédéric Otto par la CSSF.

Après obtention de l'agrément de Monsieur Otto par la CSSF, le Conseil d'Administration sera composé comme suit:

Administrateur et Président du Conseil d'Administration:

- Rudy Paulet, 37 A, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg

Administrateurs:

- Didier Bensadoun, 37 A, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg

- Frédéric Otto, 37 A, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Référence de publication: 2013158452/19.

(130194669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

IK Investment Partners VII A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 166.977.

Il résulte du transfert de parts sociales du 16 octobre 2013 que l'associé IK INVESTMENT PARTNERS II S.à r.l. a décidé de transférer avec effet au 16 octobre 2013:

- 14,938 parts sociales de classe A d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 359 parts sociales de classe B d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 359 parts sociales de classe C d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 359 parts sociales de classe D d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 359 parts sociales de classe E d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 359 parts sociales de classe F d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 359 parts sociales de classe G d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 359 parts sociales de classe H d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 359 parts sociales de classe I d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 359 parts sociales de classe J d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)

à Monsieur REMKO HILHORST, domicilié à 17 Stokenchurch Street, SW6 3TS Londres, Royaume-Uni, né le 15 mars 1974 à Laren (Pays-Bas)

- 50 parts sociales de classe A d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 1 parts sociales de classe B d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 1 parts sociales de classe C d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 1 parts sociales de classe D d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 1 parts sociales de classe E d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 1 parts sociales de classe F d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 1 parts sociales de classe G d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 1 parts sociales de classe H d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 1 parts sociales de classe I d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)
- 1 parts sociales de classe J d'une valeur nominale de 0,10 € (dix cents d'euros)

à l'associé Monsieur JAMES YATES

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013157998/35.

(130193621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

HSBC International Select Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 84.174.

—
EXTRAIT

Les administrateurs de HSBC International Select Fund ont décidé à l'unanimité lors du Conseil d'Administration du 20 septembre 2013:

- d'accepter la démission de Monsieur Edgar Ng (demeurant en Chine, Queen's Road Central 1, Hong-Kong) comme Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 19 septembre 2013,

- d'accepter la démission de Monsieur Thies Clemenz (demeurant en Arménie, 66 Teryan Street, 0009 Yerevan) comme Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 19 septembre 2013,

- de co-opter Monsieur Jean de Courrèges (demeurant au Luxembourg, 6B route de Trèves, 2633 Luxembourg) comme Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 20 septembre 2013 en remplacement de Monsieur Edgar Ng, et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2014,

- de co-opter Monsieur John Li (demeurant au Luxembourg, 19 rue Bitburg, 1273 Luxembourg) comme Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 20 septembre 2013 en remplacement de Monsieur Thies Clemenz, et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour HSBC International Select Fund

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013157978/23.

(130193128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Hantong Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 168.439.

—
EXTRAIT

En date du 13 novembre 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Monsieur Hangyu Zhao, Gérant B, avec effet au 13 novembre 2013.

2. Nomination de Monsieur Xun Meng, né le 11 janvier 1992 à Jiangsu (Chine) dont l'adresse professionnelle se situe à Room 304, Tower 9, Huawei Garden, Chongchuan District, Nantong City, Jiangsu Province, China, avec effet au 13 novembre 2013, en qualité de Gérant de classe B et ce, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013157964/15.

(130193726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Parkway International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 152.500,00.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 17, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 80.415.

—
EXTRAIT

La résolution suivante a été adoptée par l'actionnaire unique en date du 11 novembre 2013:

La personne suivante a été révoquée de son mandat de gérant de la société, avec effet au 11 novembre 2013:

- Monsieur Svend Erik Nielsen, né le 7 juin 1954 à Lyngby, Danemark, ayant son adresse professionnelle à Gadevangen 29, DK-2800 Lyngby, Danemark.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 13 novembre 2013.

Référence de publication: 2013158115/16.

(130193655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Inception Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 161.565.

Il résulte des transferts de parts sociales en date du 4 novembre 2013 que:

Moorgarth Holdings (Luxembourg) S.à r.l. a transféré 500 parts sociales sous formes nominative à, Tauri Holdings S.à r.l. ayant pour siège social le 58 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Luxembourg, le 13 Novembre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013157988/15.

(130193377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Homac Aviation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 52.018.

L'an deux mille treize, le vingt-huit octobre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "HOMAC AVIATION S.A.", avec siège social à L-5366 Munsbach, 212, rue Principale, constituée suivant acte notarié en date du 31 juillet 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 546 de 1995 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié, en date du 3 octobre 2006, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 994 du 29 juin 2002.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 101, rue Cents.

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Madame Solange Wolter, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- 1) Transfert du siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.
- 2) Modification afférente du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts et du premier alinéa de l'article 9 des statuts.
- 3) Suppression des dispositions du capital autorisé venu à expiration et modification afférente de l'article 3 des statuts.
- 4) Modification des articles 5 et 6 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de Munsbach à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts et le premier alinéa de l'article 9 des statuts comme suit:

Art. 1^{er}. (2^{ème} alinéa). Le siège social est établi à Luxembourg.

Art. 9. (1^{er} alinéa). L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier mercredi du mois de juin à 15:00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de supprimer les dispositions relatives au capital autorisé dans l'article 3 des statuts, celui-ci étant venu à expiration.

L'article 3 des statuts aura donc désormais la teneur suivante:

Art. 3. "Le capital social est fixé à cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000.-) divisé en cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune."

L'Assemblée décide de modifier les articles 5 et 6 des statuts comme suit:

Le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

"La société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Cependant au cas où la Société est constituée par un associé unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un associé unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé."

L'article 6 des statuts est modifié comme suit:

"Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration désignera son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandant entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée soit par la signature individuelle d'un administrateur-délégué, soit par la signature collective de l'administrateur-délégué ensemble avec un autre administrateur. Au cas où le Conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 novembre 2013. Relation: LAC/2013/50307.

Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Référence de publication: 2013157969/78.

(130193835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Majestic Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 35.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 164.987.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2013.

Référence de publication: 2013157395/10.

(130192573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2013.